

Rapport annuel sur l'état de la France 2022

Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir

Déclaration du groupe CGT-FO

La France traverse une période d'importantes incertitudes et difficultés économiques et les risques que la situation s'aggrave sont réels.

La majorité des indicateurs et éléments analysés dans ce rapport 2022 ouvre sur des perspectives n'incitant pas à l'optimisme.

7 millions de précaires alimentaires, 12 millions de précaires énergétiques, une pauvreté en constante augmentation, un pouvoir d'achat qui se réduit, une forte augmentation des inégalités sociales entre une petite minorité qui voit ses richesses exploser et une large majorité qui a de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts.

De plus, le marché de l'emploi est de plus en plus instable, privilégiant les CDD et contrats précaires et n'offrant pas la sécurité nécessaire aux jeunes pour s'installer dans la vie.

Les dernières réformes comme celle de l'assurance chômage, stigmatisent les plus précaires alors que les dernières crises, sanitaire et énergétiques qui ont mis à mal notre économie les ont rendus encore plus précaires.

La crise géopolitique née de la guerre en Ukraine montre encore plus notre vulnérabilité et les risques que représente la dépendance de notre économie mondialisée où les chaînes de valeurs sont éparpillées sur l'ensemble du globe.

Le groupe FO partage les constats de ce rapport et pense que l'on doit rapidement tirer les conclusions et changer de paradigme économique.

Les pouvoirs publics doivent agir en urgence pour contrecarrer les méfaits de la mondialisation.

Que ce soit dans le domaine économique, social ou environnemental, il faut mettre en place une autre politique, une politique de relance et non d'austérité s'inscrivant dans le long terme.

Il faut revenir aux bases fondatrices de notre République, construite autour de la liberté de l'égalité et de la fraternité.

Fort de ces principes il avait été choisi d'investir afin de créer des champions dans les domaines industriels comme l'aviation le TGV ou le nucléaire, permettant ainsi de bénéficier à tous.

L'état doit aider à développer notre recherche, avoir une politique sociale orientée vers la recherche du progrès pour tous et plus encore veiller à un meilleur partage des richesses.

Ce pacte fondateur est malheureusement attaqué de tous bords et le sentiment que les citoyens ne sont plus égaux se diffuse et réduit chaque jour davantage les possibilités d'adhésions à un destin collectif. Il est temps d'agir pour proposer un autre avenir à notre pays, il faut remettre les services publics au cœur de la République et leur donner les moyens de répondre aux besoins des habitants sur l'ensemble du territoire.

Il faut, remettre la finance au service d'une politique économique créatrice d'emploi et de richesses pour tous.

Il faut investir afin de réindustrialiser notre pays en relocalisant des pans entiers de production, nous assurant une autonomie dans les domaines stratégiques pour la santé, la sécurité et le bien-être de la population.

Il faut promouvoir la recherche et l'innovation pour développer de nouvelles filières et répondre aux défis posés par la crise environnementale et énergétique.

Sans aller dans le détail des préconisations formulées dans cet avis, le groupe FO tient à rappeler qu'il soutient et défend l'urgence de mettre en place une véritable politique industrielle, donner une place importante aux branches pour renforcer le pouvoir d'achat et l'attractivité des métiers, garantir la continuité des minima sociaux, renforcer la présence des services publics, revoir la fiscalité dans un objectif de justice sociale, lutter contre l'évitement fiscal, s'assurer de l'efficacité des aides publique, etc.

En conclusion, le groupe FO salue la qualité de ce travail et rappelle que l'état de la France dépend et dépendra des choix d'investissements qui seront décidés et de notre capacité à faire face en préservant les fondements collectifs et solidaires de notre système de protection sociale, maladie, assurance chômage, école publique, etc.

C'est en renforçant ces amortisseurs qu'on peut préparer l'avenir, permettre à chaque citoyen de trouver sa place dans la collectivité et renouveler notre contrat social.

Le groupe FO remercie les rapporteurs, l'équipe administrative et l'ensemble des conseillers de la commission économie et finances et a voté en faveur de cet avis.